

ART. 5. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1955, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 novembre 1954.

J. BÉRARD.

(Approuvé par arrêté ministériel en date du 29 décembre 1954).

Subdivision de Niamtougou

ARRETE N° 1015-54/F. du 27 novembre 1954 créant une Agence Spéciale dans la Subdivision de Niamtougou.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU TOGO,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu l'article 151 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer et les actes subséquents qui l'ont modifié notamment le décret du 26 août 1944;

Vu l'Instruction ministérielle du 23 août 1952 sur le fonctionnement des Agences Spéciales dans les Territoires relevant de l'autorité du Ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté n° 985-54/AP. du 18 novembre 1954 créant la Subdivision de Niamtougou, cercle de Lama-Kara;

Vu les nécessités du service;

Le conseil privé entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Niamtougou, Subdivision dépendant du Cercle de Lama-Kara, une Agence spéciale placée sous le contrôle direct du Chef de Subdivision et dont l'encaisse maximum est fixée à Huit Millions.

ART. 2. — Cette Agence sera chargée du recouvrement des impôts, revenus, produits et taxes divers et du paiement des dépenses concernant la Subdivision de Niamtougou.

ART. 3. — Les comptabilités de l'Agence Spéciale de Niamtougou seront adressées mensuellement par le Chef de Subdivision au Trésorier-Payeur pour régularisation par les soins du Comptable Supérieur et de l'Ordonnateur-Délégué.

ART. 4. — Les autorisations de dépenses sur les divers budgets seront données à l'Agence spéciale par le Chef de Subdivision de Niamtougou sur les crédits mis à la disposition de ce dernier par l'Ordonnateur-Délégué.

ART. 5. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1955, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 novembre 1954.

J. BÉRARD.

(Approuvé par arrêté ministériel en date du 29 décembre 1954).

Dépenses hors du territoire

ARRETE N° 1104-54/F. du 28 décembre 1954 constituant un sous-ordonnateur pour les dépenses effectuées dans la Métropole au titre des divers budgets s'exécutant dans le territoire du Togo et désignant un comptable assignataire pour ces mêmes dépenses.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU TOGO,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'article 105 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer autorisant l'institution de sous-ordonnateurs, modifié par le décret du 20 août 1944;

Vu le décret n° 54.672 du 11 juin 1954 portant modification des articles 254 et 255 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Chef du Service Administratif Central au Ministère de la France d'Outre-Mer est constitué sous-ordonnateur des dépenses effectuées en France Métropolitaine et en Afrique du Nord, pour le compte du budget local du Togo et du budget annexe du Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo.

ART. 2. — Le Payeur-Général de la Seine est désigné comme comptable assignataire de ces mêmes dépenses.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1955, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1954.

J. BÉRARD.

S. I. P.

ARRETE N° 1108-AE/PLAN 3. du 29 décembre 1954 fixant le taux des cotisations des Sociétés Indigènes de Prévoyance pour l'année 1955.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU TOGO,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés Indigènes de Prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;